Editorial paru dans la revue « Eléments » (2005)

LE PANOPTIQUE

Les sociétés occidentales actuelles disposent de moyens de surveillance et de contrôle dont les anciens régimes totalitaires auraient seulement pu rêver. Elles en usent chaque jour un peu plus. Cette surveillance vient s'ajouter au « politiquement correct », qui cherche à normer l'opinion par l'emploi de mots imposés à tous, à la « pensée unique », qui tend à remplacer le débat par le sermon, à l'hygiénisme envahissant, qui vise à réglementer les usages au nom du Bien, à la réglementation des préférences et des dilections, qui va directement à l'encontre de la liberté d'expression, à la propagande enfin, qui se dénomme aujourd'hui publicité.

La sécurité est devenue ces dernières années une préoccupation politique essentielle. Satisfaire à cette préoccupation sans porter atteinte aux libertés est un problème qui ne date pas d'hier. Au sein de la « société du risque », l'insécurité réelle ou présumée engendre un climat d'incertitude et de peur qui est propre à faire naître tous les fantasmes. L'appareil sécuritaire utilise ce climat pour placer la société sous contrôle. Les totalitarismes classiques ayant disparu, ce sont ainsi d'autres logiques, plus subtiles, de servitude et de domination qui apparaissent. Elles prennent la forme d'un engrenage complexe d'interdictions et de réglementations, qui se légitiment par des menaces omniprésentes. Les prétextes sont toujours excellents : il s'agit de lutter contre la délinquance, de veiller sur notre santé, d'augmenter la sécurité, de mieux contrôler l'immigration illégale, de protéger la jeunesse, de lutter contre la « cybercriminalité », etc. L'expérience montre cependant que les mesures adoptées au départ à l'encontre d'un petit nombre sont ensuite toujours étendues à l'ensemble des citoyens. Une fois le principe admis, il n'y a plus qu'à le généraliser.

« On essaie depuis quelques années, écrit le philosophe Giorgio Agamben, de nous convaincre d'accepter comme les dimensions humaines et normales de notre existence des pratiques de contrôle qui avaient toujours été considérées comme exceptionnelles et proprement inhumaines ». Le problème est que, pour s'assurer de leur sécurité, les hommes ont de tout temps été prêts à abandonner leur libertés. La « lutte contre le terrorisme » est de ce point de vue exemplaire. Elle permet d'instaurer à l'échelle planétaire un état d'exception permanent. Aux Etats-Unis, les attentats de septembre 2001 ont eu comme conséquence directe d'énormes restrictions des libertés publiques. Ce modèle est en train de se généraliser. Du fait de son omniprésence virtuelle, le terrorisme

provoque des peurs éminemment rentables et exploitables. Contre l'ennemi invisible, la mobilisation ne peut qu'être totale, puisque dans une telle situation tout le monde est immanquablement suspect. La lutte contre le terrorisme permet aux pouvoirs publics de s'imposer à leur propre société civile au moins autant qu'à leurs ennemis désignés. Au-delà de sa réalité immédiate, le terrorisme peut ainsi se définir comme un phénomène générateur d'une terreur convertible en capital politique qui profite moins à ses auteurs qu'à ceux qui s'en servent comme d'un repoussoir pour mettre en condition et museler leurs propres concitoyens.

Hostiles à toute opacité sociale, les démocraties libérales se sont donné un ideal de « transparence » qui ne peut se réaliser que par le quadrillage social. La société se transforme alors en bunker protégé par des badges, des codes d'accès, des caméras de surveillance. La multiplication des espaces privatifs, toujours à des fins de sécurité, les soustrait au flux social et finit par faire disparaître la notion même d'espace commun, qui est celui de la citoyenneté. Ainsi se met en place un Panoptique autrement plus redoutable que celui prévu par Jeremy Bentham, mais dont la fonction est la même : tout voir, tout entendre, tout contrôler. Au sein d'une société d'assistance généralisée, où les problèmes sociaux ne relèvent plus désormais que de la « cellule d'assistance psychologique » et où l'obsession niaise du « dialogue » donne à croire que, par la discussion, tout est négociable et peut trouver une solution, la mise en conformité ou en « monochromie » (Xavier Raufer) se fait à la façon dont s'opère en informatique le formatage d'un disque dur, de façon à ne plus accepter qu'une seule catégorie de logiciels ou de programmes. On comprend mieux, dès lors, que l'idéologie dominante parle plus volontiers de *droits* que de *libertés*, puisque l'instauration d'un nouveau droit s'assortit inévitablement d'un contrôle illimité de son application.

La figure que la société de marché cherche à promouvoir est celle du perpétuel adolescent, en proie à une addiction de consommation permanente : la marchandise comme drogue. Economie pulsionnelle, où l'énergie est reconvertie en pur bougisme, en simple capacité de se distraire. Ce divertissement, au sens pascalien du mot, s'apparente à une diversion. Il détourne de l'essentiel, contribuant ainsi à la dépossession de soi. Faire peur d'un côté, divertir de l'autre, c'est-à-dire amener à se détourner de l'essentiel, empêcher qu'on puisse réfléchir ou faire preuve d'esprit critique. Tout faire pour que les gens produisent et consomment, sans s'interroger sur un au-delà de leurs préoccupations et de leurs désirs immédiats, sans jamais s'engager dans un projet collectif qui puisse les rendre plus autonomes. La société, ainsi docilisée, devient ce « troupeau d'animaux timides et industrieux » dont parlait Tocqueville. C'est l'idéal de l'élevage de volaille en batterie.

Le fait le plus marquant est la corrélation que l'on observe entre la perte d'autorité et l'obsolescence politique de l'Etat-nation et le renforcement de son appareil répressif. Alors même qu'il se désengage de plus en plus du domaine économique et social, l'Etat légifère et contrôle de plus en plus ses citoyens. L'avantage pour lui est qu'en matière de sécurité, il n'est pas tenu à une obligation de résultats. Mieux encore : son intérêt est de ne pas trop en obtenir, car c'est ainsi qu'il peut justifier la pérennisation de ses politiques de contrôle et de surveillance : « On ne reconduit pas un gouvernement prônant le tout-sécuritaire parce qu'il aurait réussi à réduire l'insécurité. On le reconduit parce que l'insécurité persiste » (Percy Kemp). Le véritable but n'est donc pas tant de supprimer l'insécurité, qui est pain

béni pour ceux qui en profitent, mais de l'entretenir de manière à rendre possible une mise sous surveillance de plus en plus généralisée.

Il s'agit en fait de compte de créer un chaos latent qui, sans dépasser un certain seuil, suffise à inhiber toute velléité de réaction collective. La même tactique s'observait hier contre les « classes dangereuses », avec comme but inavoué d'éliminer les déviants, les tenants d'une parole discordante. Aujourd'hui, ce sont les peuples eux-mêmes qui, aux yeux de la Forme-Capital et des oligarchies régnantes, sont globalement devenus la « classe dangereuse ». Ce sont les peuples qu'il faut domestiquer. Pour les empêcher d'élaborer des projets collectifs d'émancipation et d'autonomie, il suffit de leur faire peur. C'est à cela que sert le Panoptique. « Quand ce n'est pas le martyre physique, disait Péguy, ce sont les âmes qui n'arrivent plus à respirer ».

Robert de HERTE